



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 30/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPREC AUVERGNE ECHALIER CLERMONT FD

24 rue Newton
Z.I. du Brézet
63000 Clermont-Ferrand

Références : 20240726-RAP-63-0769-Insp Paprec V2.odt
Code AIOT : 0100053039

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2024 dans l'établissement PAPREC AUVERGNE ECHALIER CLERMONT FD implanté 24 rue Newton Z.I. du Brézet 63000 Clermont-Ferrand. L'inspection a été annoncée le 23/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un signalement a fait état d'un stockage de bennes de déchets sur la parcelle BW268, au 24 rue Newton commune de Clermont-ferrand, appartenant à la société PAPREC.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC AUVERGNE ECHALIER CLERMONT FD
- 25 rue Newton Z.I. du Brézet 63000 Clermont-Ferrand
- Code AIOT : 0005600317
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le stockage en question correspond à un parking initialement utilisé par Paprec. La parcelle n'entre pas dans le périmètre couvert par l'arrêté d'autorisation du centre de tri de PAPREC site de Clermont-Fd.

Thèmes de l'inspection :

- Conditions d'exploitation
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration ICPE rubrique 2714	Arrêté Ministériel du 12/12/2014	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Déclaration ICPE rubrique 2716	Arrêté Ministériel du 16/10/2016	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra sous 1 mois :

- transmettre les modalités d'organisation des rondes (fréquence et points contrôlés),
- communiquer le quantitatif journalier sur le mois de juillet relatif aux déchets déclassés (nombre de bennes, volume, poids des déchets),
- étudier le renforcement des moyens de lutte et défense incendie,
- mettre en place un plan d'actions pour limiter le volume de déchets déclassés et rester en deçà des volumes déclarés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration ICPE rubrique 2714

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014
Thème(s) : Risques accidentels, domaine d'application
Prescription contrôlée : Nomenclature ICPE : rubrique 2714 « Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 ».
Constats : Un signalement a fait état en date du 17/07/2024 d'un stockage d'une dizaine de bennes, contenant des déchets, sur un parking de la société PAPREC au Brézet, avec un éventuel potentiel risque d'incendie. Les services de l'inspection ont adressé en date du 17/07/2024 un mail à PAPREC demandant à

celui-ci de se mettre en conformité face à cette situation (évacuation des bennes contenant des déchets non conformes issus de la collecte sélective).

Par mail daté du 19 juillet 2024, la société PAPREC a adressé un courrier de réponse. « *Paprec Auvergne met tout en œuvre pour se conformer, à la réglementation et retirer les bennes dans les meilleurs délais. Paprec informe avoir télédéclaré deux dossiers de déclaration pour les sites situés au 4 et 24 rue Newton pour régulariser la situation. Le stockage temporaire de ces bennes sur la parcelle BW 268 est indépendant de la volonté de Paprec Auvergne. Il résulte d'une difficulté résultant des mauvaises pratiques d'une partie des producteurs de déchets desservis. Depuis le début d'exécution du marché, les collectes apportées contiennent un nombre très important d'indésirables (sacs d'ordures ménagères, encombrants, DASRI...). Ces derniers mois, la situation s'aggrave et depuis l'ouverture de la saison touristique, quasiment chaque collecte réceptionnée comprend des indésirables en grande proportion par rapport aux déchets recyclables. Dans ces conditions, Paprec Auvergne est contraint de refuser dorénavant ces apports de déchets non conformes. Ces déchets doivent être traités par ailleurs par les producteurs de déchets qui ne maîtrisent pas leurs collectes sélectives.* »

Ainsi, selon PAPREC, l'acceptation de déchets non conformes dans ses installations engendrerait une détérioration avancée des équipements de tri, des conditions de travail difficiles pour les agents, en s'accompagnant d'une baisse des performances environnementales du site.

PAPREC a effectivement effectué, en date du 19 juillet 2024 deux télédéclarations ICPE pour deux sites situés 24 et 5 rue Newton pour les rubriques 2714 (volume de stockage maximal de 990m³) et 2716 (volume de stockage maximal de 990m³) pour régulariser la situation. Selon PAPREC, le deuxième site (5 rue Newton parcelle BW 0078) ne sera utilisé que dans l'hypothèse où le nombre de bennes non conformes serait trop élevé sur le 1er site (parking parcelle BW 268). En première approche, PAPREC privilégie le stockage sur cette parcelle, située juste en face du centre de tri de PAPREC. En effet, le producteur de déchets possède 48 heures pour reconnaître le déclassement des déchets. Cette proximité facilite les constats et limite les déplacements. Selon l'exploitant, le site de Saint Ours ne répond pas aux critères de proximité. Les déchets non conformes sont expédiés vers l'incinérateur VERNEA.

Le jour de la visite, aucune benne remplie de déchets n'était présente sur le site du 5 rue Newton. Selon l'exploitant, le site sert de lieu de stockage des bennes vides.

Sécurité incendie :

1er site : 24 rue Newton (en face du centre de tri de PAPREC, situé au 25 rue Newton)

L'exploitant a positionné trois extincteurs sur roues et organise des rondes en dehors des heures ouvrées.

Les poteaux incendie suivants sont présents :

- 1 poteau incendie interne au site du 25 rue Newton d'un débit de 130 m³/h à 1 bar ;
- 2 poteaux incendie externes situés à moins de 100 mètres : PI 931 : Pression statique : 12,2 bars ; pression dynamique : 11,5 bars débit 60 m³/h PI 932 : Pression statique : 12 bars ; pression dynamique : 11 bars, débit 60 m³/h

2ème site : 5 rue Newton

2 poteaux incendie externes sont présents aux alentours du site :

- 1 PI situé à l'angle du 5 rue Newton
- 1 PI situé au 10 rue des frères Lumières

S'agissant des mesures de prévention et détection, les services de l'inspection demandent à l'exploitant de préciser les modalités d'organisation des rondes (fréquence et points contrôlés). Les services de l'inspection demandent aussi d'étudier le renforcement des moyens de lutte et défense incendie (unité mobile de 1ère intervention ou équivalent par exemple...).

L'exploitant devra également transmettre la quantité moyenne journalière et le nombre de bennes remplies en déchets non conformes (quantitatif) sur le mois de juillet 2024. Il appartient à l'exploitant de prendre les dispositions organisationnelles pour limiter le nombre de bennes remplies de déchets sur les 2 sites en vue de respecter les volumes déclarés. Il devra solliciter les producteurs de déchets pour qu'ils valident le déclassement afin d'évacuer les déchets dans les meilleurs délais.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Déclaration ICPE rubrique 2716

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/10/2016

Thème(s) : Risques accidentels, contrôle périodique

Prescription contrôlée :

1.1 Contrôle périodique

L'installation (ICPE DC 2716) est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : "objet du contrôle", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.

Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service (article R.512-58).

Constats :

PAPREC devra transmettre le rapport du 1er contrôle périodique sous 6 mois pour ses deux sites nouvellement déclarés, au 24 et 5 rue Newton 63 000 Clermont-Ferrand.

Type de suites proposées : Sans suite

voir annexe photographique en page suivante

ANNEXE PHOTOGRAPHIQUE – visite d’inspection du 23 juin 2024
parcelle BW 268, au 24 rue Newton commune de Clermont-Ferrand



Photo n°1 - vue 24 rue Newton - entrée



Photo n° 2 - parcelle BW268



Photo n°3 – parcelle BW268



Photo n°4 – extincteurs